ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 33.713/2/V
33.714/2/V
33.715/2/V

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Mobilité et des Transports, le 24 juin 2002, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur :

1° un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles, leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité" (33.713/2/V);

2° un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles, leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité" (33.714/2/V);

3° un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 3 décembre 1976 relatif aux conditions d'homologation et de montage auxquelles doivent répondre les rétroviseurs pour véhicules automobiles" (33.715/2/V),

a donné le 31 juillet 2002 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 33.713/2/V
33.714/2/V
33.715/2/V

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, op 24 juni 2002 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Mobiliteit en Vervoer verzocht haar, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over :

1° een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen" (33.713/2/V);

2° een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen" (33.714/2/V);

3° een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 3 december 1976 betreffende de voorwaarden voor de goedkeuring en de montage waaraan achteruitkijkspiegels voor auto's moeten voldoen" (33.715/2/V),

heeft op 31 juli 2002 het volgende advies gegeven :

Observations sur le projet 33.713/2/V

1. L'article 1er a pour but de modifier l'article 43, § 4, alinéa 1er, de l'arrêté royal du 15 mars 1968 "portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles, leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité".

Or, ce paragraphe 4 est précisément introduit par l'article 2 d'un second projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles, leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité", soumis pour avis à la section de législation du Conseil d'Etat sous le numéro 33.714/2/V et donné ce jour.

Une telle manière de procéder ne convient pas. Dans le projet 33.714/2/V, l'article 43, § 4, en projet doit être rédigé en remplaçant les mots "catégories N2 et N3" par les mots "catégories N2, N3 et M3".

2. L'article 2 vise à remplacer le tableau du point 2.1.1. du chapitre III, de l'annexe 20 de l'arrêté royal du 15 mars 1968, précité.

Or, cette annexe 20 est précisément introduite par l'article 4 du second projet d'arrêté royal précité, soumis pour avis à la section de législation du Conseil d'Etat sous le numéro 33.714/2/V.

Une telle manière de procéder ne convient pas. Dans le projet 33.714/2/V, le point 2.1.1. du chapitre III de l'annexe 20 en projet doit être rédigé en y mentionnant le tableau correspondant à l'intention de l'auteur du projet.

En conclusion, l'arrêté en projet doit être abandonné et fusionné avec le projet 33.714/2/V.

Observations sur le projet 33.714/2/V

Observation générale

L'attention de l'auteur du projet est attirée sur le fait qu'existe une proposition de directive du Parlement européen et du Conseil "concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives aux dispositifs de vision indirecte, ainsi qu'à la réception des véhicules équipés de ces dispositifs, modifiant la directive 70/156/CEE, abrogeant et remplaçant la directive 71/127/CEE".

Il convient d'attendre l'adoption de cette directive, afin que la réglementation belge lui soit, dès l'origine, conforme (1). Par ailleurs, anticiper l'application de la nouvelle directive risque de poser problème au regard de la directive 71/127/CEE du 1er mars 1971 "concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives aux rétroviseurs des véhicules à moteur", dont les articles 3, paragraphe 1er, et 7, paragraphe 1er, disposent :

> "Art. 3. 1. Les Etats membres ne peuvent interdire la mise sur le marché des rétroviseurs pour des motifs concernant leur construction ou leur fonctionnement, pour autant que ceux-ci portent la marque d'homologation CEE".
>
> "Art 7. 1. A partir du 1er octobre 1985, les Etats membres ne peuvent, pour des motifs concernant les rétroviseurs :
>
> - ni refuser, pour un type de véhicule, la réception CEE ou la délivrance du document prévu à l'article 10 paragraphe 1 troisième tiret de la directive 70/156/CEE du Conseil, ou la réception de portée nationale,

(1) Le Conseil d'Etat constate, à titre d'exemple, que le tableau du point 2.1.1. du chapitre III de l'annexe 20 ne correspond pas à celui figurant au point 2.1.1. de l'annexe III de la proposition de directive, notamment en ce qu'il ne mentionne pas les véhicules des catégories M1, M2 et N1. De même, le projet d'arrêté fait référence à la directive 71/127/CEE dont l'abrogation est prévue par la proposition de directive.

.../...

- ni interdire la première mise en circulation des véhicules,

si les rétroviseurs de ce type de véhicule ou de ces véhicules répondent aux prescriptions de la présente directive." (2).

Observations particulières

Préambule

Alinéa 3

Il n'y a pas lieu de viser l'arrêté royal du 1er décembre 1975 "portant règlement général sur la police de la circulation routière" qui ne constitue pas le fondement légal du projet d'arrêté et que ce dernier ne modifie pas .

Dispositif

Article 4

Le projet insère dans l'arrêté royal du 15 mars 1968, précité, une annexe 20, alors que cet arrêté ne compte, actuellement, que quinze annexes.

Selon le représentant du ministre, cela s'explique par le fait qu'il existe un troisième projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles, leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité". Le projet dont le Conseil d'Etat a été saisi le 10 juillet 2002 prévoit en son article 30 :

"Une annexe 16, une annexe 17, une annexe 18 et une annexe 19 établies conformément aux textes annexés au présent arrêté sont insérés à (lire : insérées dans) l'arrêté royal du 15 mars 1968.".

(2) Voir également l'article 2, paragraphe 1er, de la directive de la Commission du 16 mai 1988 "portant adaptation au progrès technique de la directive 71/127/CEE du Conseil concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives aux rétroviseurs des véhicules à moteur" (88/321/CEE).

Il convient, dès lors, de fusionner les deux projets afin, notamment, de conserver une cohérence aux annexes de l'arrêté royal du 15 mars 1968, précité.

Article 5

Il n'y a pas lieu de déroger à la règle habituelle d'entrée en vigueur des arrêtés royaux.

Observations sur le projet 33.715/2/V

Observation générale

L'arrêté royal du 3 décembre 1976, précité, n'a pas pour but de déterminer quels véhicules doivent respecter les dispositions de la directive du Conseil des Communautés européennes du 1er mars 1971 "concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives aux rétroviseurs des véhicules à moteur (71/127/CEE)" ni quels véhicules doivent respecter les nouvelles dispositions de l'annexe 20 de l'arrêté du royal du 15 mars 1968 "portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques", dont l'insertion est prévue par l'arrêté faisant l'objet de l'avis 33.714/2/V, donné ce jour. Ces précisions sont, en effet, données par l'arrêté royal du 15 mars 1968, précité, lui-même. La portée de l'arrêté du 3 décembre 1976 est plus limitée puisque réduite essentiellement à des questions de procédure.

Cette articulation entre les deux arrêtés n'apparaît pas assez clairement de l'article 1er de l'arrêté du 3 décembre 1976, précité, qui gagnerait a être précisé.

Observations particulières

Préambule

Alinéa 2

Il n'y a pas lieu de viser l'arrêté royal du 15 mars 1968, précité, qui ne constitue pas le fondement légal du projet d'arrêté et que ce dernier ne modifie pas.

Alinéa 4

Il n'y a pas lieu de viser l'arrêté royal du 1er décembre 1975 "portant règlement général sur la police de la circulation routière", qui ne constitue pas le fondement légal du projet d'arrêté et que ce dernier ne modifie pas.

Dispositif

Article 6 (article 4 en projet)

Le projet d'arrêté ne peut réserver à l'Institut Belge pour la Sécurité Routière et à la société AIB-Vinçotte International, le contrôle des rétroviseurs et des systèmes d'amélioration du champ de vision.

Il convient que le projet établisse un mécanisme objectif d'agrément des personnes souhaitant exercer cette activité.

La même observation vaut pour l'article 13 (article 11 en projet).

Article 16 (article 14 en projet)

Il y a lieu de compléter les mots "du type de rétroviseur", afin de viser également le système d'amélioration du champ de vision.

Il est suggéré de réécrire entièrement l'alinéa 1er de l'article 14 en projet.

Article 18

Il n'y a pas lieu de déroger à la règle habituelle d'entrée en vigueur des arrêtés royaux.

Observation finale

Il y a lieu d'adapter également l'article 17 de l'arrêté royal du 3 décembre 1976, précité, afin de tenir compte de l'introduction des systèmes d'amélioration du champ de vision.

*
* *

Observations d'ordre linguistique relatives au texte néerlandais du projet 33.715/2/V

Article 1er

Il convient d'écrire "opschrift van het koninklijk besluit", et non "titel".

Article 5

Dans l'alinéa qu'il est prévu d'insérer à l'article 3 en projet, in fine, il y a lieu d'écrire "bepaald in hoofdstuk II, aanhangsel 3, punt 1, van bijlage 20 bij het voornoemde koninklijk besluit.".

Article 6

Dans l'alinéa en projet figurant au 3°, il est recommandé d'écrire "wordt uitgevoerd door" au lieu de "geschiedt door", "bepaald" au lieu de "voorzien", et "bijlage 20 bij" au lieu de "bijlage 20 aan"; ces observations valent également pour la suite du projet.

Article 7

Dans l'alinéa qu'il est prévu d'insérer à l'article 5 en projet, il convient d'écrire "zijn gemachtigde", et non "zijn afgevaardigde"; cette observation vaut mutatis mutandis pour la suite du projet.

Article 10

L'alinéa qu'il est prévu d'insérer à l'article 8 en projet doit être rédigé comme suit : "De goedkeuring verleend voor een type van zichtveldverbeterend systeem kan door de Minister ... of zijn gemachtigde worden ingetrokken in de gevallen bepaald in artikel 20.".

Article 11

Dans l'alinéa en projet figurant au 1°, il est recommandé d'écrire "ingevoegd" au lieu de "ingelast". Dans l'alinéa en projet figurant au 2°, il convient d'écrire "beide" au lieu de "beiden".

Article 18

Il est préférable d'utiliser la formule "... treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt".

Opmerkingen over ontwerp 33.713/2/V

1. Artikel 1 heeft tot doel artikel 43, § 4, eerste lid, van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 "houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen" te wijzigen.

Deze paragraaf 4 wordt evenwel met name ingevoegd bij artikel 2 van een tweede aan de afdeling wetgeving van de Raad van State voorgelegd ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen", waarover heden advies nummer 33.714/2/V uitgebracht is.

Een dergelijke werkwijze past niet. In ontwerp 33.714/2/V moet het ontworpen artikel 43, § 4, aldus worden geredigeerd dat de woorden "categorieën N2 en N3" worden vervangen door de woorden "categorieën N2, N3 en M3".

2. Artikel 2 strekt ertoe in bijlage 20 van het voormelde koninklijk besluit van 15 maart 1968 de tabel van punt 2.1.1. van hoofdstuk III te vervangen.

Deze bijlage 20 wordt evenwel met name ingevoegd bij artikel 4 van het tweede ontwerp van voormeld koninklijk besluit, dat onder het nummer 33.714/2/V om advies aan de afdeling wetgeving van de Raad van State is voorgelegd.

Zulk een werkwijze past niet. In ontwerp 33.714/2/V moet punt 2.1.1. van hoofdstuk III van de ontworpen bijlage 20 aldus worden geredigeerd dat daarin de tabel wordt vermeld die overeenstemt met de bedoelingen van de steller van het ontwerp.

De slotsom is dat van het ontworpen besluit moet worden afgezien en dat het moet worden samengevoegd met ontwerp 33.714/2/V.

Opmerkingen over ontwerp 33.714/2/V

Algemene opmerking

De aandacht van de steller van het ontwerp wordt gevestigd op het bestaan van een voorstel voor een richtlijn van het Europees Parlement en de Raad "betreffende de onderlinge aanpassing van de wetgevingen van de lidstaten inzake de typegoedkeuring van inrichtingen voor indirect zicht en van voertuigen met deze inrichtingen, tot wijziging van Richtlijn 70/156/EEG en tot intrekking en vervanging van Richtlijn 71/127/EEG".

Er dient te worden gewacht op de aanneming van deze richtlijn, opdat de Belgische regelgeving ermee, vanaf het begin, in overeenstemming kan zijn [(1)]. Vooruitlopen op de toepassing van de nieuwe richtlijn kan bovendien een probleem doen rijzen ten aanzien van richtlijn 71/127/EEG van 1 maart 1971 "inzake de onderlinge aanpassing van de wetgevingen van de Lid-Staten betreffende achteruitkijkspiegels van motorvoertuigen", waarvan de artikelen 3, lid 1, en 7, lid 1, het volgende bepalen :

> "Art. 3. 1. De Lid-Staten mogen het op de markt brengen van achteruitkijkspiegels, voorzien van het E.E.G.-goedkeuringsmerk, niet verbieden om redenen in verband met hun constructie of werking".
>
> "Art. 7. 1. Met ingang van 1 oktober 1985 mogen de Lid-Staten, om met de achteruitkijkspiegel verband houdende redenen :
>
> - noch voor een motorvoertuigtype de EEG-goedkeuring, onderscheidenlijk de afgifte van het in artikel 10, lid 1, derde streepje, van Richtlijn 70/156/EEG bedoelde document dan wel de afgifte van de nationale goedkeuring weigeren,

(1) De Raad van State stelt bij wijze van voorbeeld vast dat de tabel van punt 2.1.1. van hoofdstuk III van bijlage 20 niet overeenstemt met de tabel in punt 2.1.1. van bijlage III van het voorstel van richtlijn, inzonderheid doordat de voertuigen van de categorieën M1, M2 en N1 er niet in worden vermeld. Evenzo wordt in het ontwerp van besluit verwezen naar richtlijn 71/127/EEG, terwijl het voorstel van richtlijn voorziet in de intrekking ervan.

- noch het voor de eerste maal in het verkeer brengen van voertuigen verbieden,

indien de achteruitkijkspiegels van dit voertuigtype of van deze voertuigen aan de voorschriften van deze richtlijn voldoen." (2) .

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

Derde lid

Er is geen reden om te verwijzen naar het koninklijk besluit van 1 december 1975 "houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer". Het vormt niet de rechtsgrond van het ontwerp van besluit en wordt er niet door gewijzigd.

Dispositief

Artikel 4

Het ontwerp voegt in het voormelde koninklijk besluit van 15 maart 1968 een bijlage 20 in, terwijl dat besluit thans maar vijftien bijlagen omvat.

Volgens de gemachtigde van de minister is dit daardoor te verklaren dat er een derde ontwerp van koninklijk besluit bestaat "tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen". Artikel 30 van ontwerp, dat op 10 juli 2002 aan de Raad van State voorgelegd is, bepaalt het volgende :

---

(2) Zie eveneens artikel 2, lid 1, van de richtlijn van de Commissie van 16 mei 1988 "tot aanpassing aan de vooruitgang van de techniek van Richtlijn 71/127/EEG van de Raad inzake de onderlinge aanpassing van de wetgevingen van de Lid-Staten betreffende achteruitkijkspiegels van motorvoertuigen" (88/321/EEG).

"Een bijlage 16, een bijlage 17, een bijlage 18 en een bijlage 19 conform de teksten in bijlage bij dit besluit, worden toegevoegd aan het koninklijk besluit van 15 maart 1968.".

De twee ontwerpen dienen derhalve te worden samengevoegd, inzonderheid opdat de samenhang met de bijlagen bij het voornoemde koninklijk besluit van 15 maart 1968 behouden blijft.

Artikel 5

Er is geen reden om van de gebruikelijke regel betreffende de inwerkingtreding van koninklijke besluiten af te wijken.

Opmerkingen over ontwerp 33.715/2/V

Algemene opmerking

Het voormelde koninklijk besluit van 3 december 1976 heeft niet tot doel te bepalen voor welke voertuigen moet worden voldaan aan de voorschriften van de richtlijn van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 1 maart 1971 "inzake de onderlinge aanpassing van de wetgevingen van de Lid-Staten betreffende achteruitkijkspiegels van motorvoertuigen" (71/127/EEG), noch voor welke voertuigen moet worden voldaan aan de nieuwe voorschriften van bijlage 20 van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 "houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen", waarvan de invoeging bepaald is bij het besluit waarover heden advies 33.714/2/V gegeven is. Deze preciseringen worden immers aangegeven in het voormelde koninklijk besluit zelf van 15 maart 1968. De strekking van het besluit van 3 december 1976 is beperkter, aangezien ze hoofdzakelijk beperkt is tot procedurekwesties.

Deze samenhang tussen de twee besluiten blijkt niet duidelijk genoeg uit artikel 1 van het voornoemde besluit van 3 december 1976, dat ter zake dient te worden aangevuld.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

Tweede lid

Er is geen grond om te verwijzen naar het voormelde koninklijk besluit van 15 maart 1968, dat niet de rechtsgrond van het ontwerp van besluit vormt en er niet door wordt gewijzigd.

Vierde lid

Er is geen reden om te verwijzen naar het koninklijk besluit van 1 december 1975 "houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer", dat geen rechtsgrond oplevert voor het ontwerp van besluit en er niet door wordt gewijzigd.

Dispositief

Artikel 6 (ontworpen artikel 4)

Het ontwerp van besluit mag de controle op de achteruitkijkspiegels en de zichtveldverbeterende systemen niet uitsluitend aan het Belgisch Instituut voor Verkeersveiligheid en de vennootschap AIB-Vinçotte International toevertrouwen.

Het ontwerp dient een objectieve regeling vast te stellen voor de erkenning van de personen die deze activiteit wensen uit te oefenen.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 13 (ontworpen artikel 11).

Artikel 16 (ontworpen artikel 14)

De woorden "type van de achteruitkijkspiegel" dienen te worden aangevuld, opdat dat artikel eveneens betrekking heeft op de zichtveldverbeterende systemen.

Er wordt voorgesteld het eerste lid van het ontworpen artikel 14 volledig te herschrijven.

Artikel 18

Er is geen reden om van de gebruikelijke regel betreffende de inwerkingtreding van koninklijke besluiten af te wijken.

Slotopmerking

Artikel 17 van het voornoemde koninklijk besluit van 3 december 1976 dient eveneens te worden aangepast, opdat rekening gehouden wordt met de invoering van de zichtveldverbeterende systemen.

*
* *

Opmerkingen van taalkundige aard in verband
met de Nederlandse tekst van ontwerp 33.715/2/V

Artikel 1

Men schrijve "opschrift van het koninklijk besluit", en niet "titel".

Artikel 5

In het aanvullend lid van het ontworpen artikel 3, in fine, schrijve men "bepaald in hoofdstuk II, aanhangsel 3, punt 1, van bijlage 20 bij het voornoemde koninklijk besluit.".

Artikel 6

In het ontworpen lid onder punt 3° verdient het aanbeveling "wordt uitgevoerd door" in plaats van "geschiedt door", "bepaald" in plaats van "voorzien", en "bijlage 20 bij" in plaats van "bijlage 20 aan" te schrijven; deze opmerkingen gelden tevens voor de rest van het ontwerp.

Artikel 7

In het aanvullend lid van het ontworpen artikel 5 schrijve men "zijn gemachtigde", en niet "zijn afgevaardigde", een opmerking die mutatis mutandis geldt voor de rest van het ontwerp.

Artikel 10

Het aanvullend lid van het ontworpen artikel 8 dient te worden geredigeerd als volgt : "De goedkeuring verleend voor een type van zichtveldverbeterend systeem kan door de Minister ... of zijn gemachtigde worden ingetrokken in de gevallen bepaald in bijlage 20.".

Artikel 11

In het ontworpen lid onder punt 1° schrijve men "ingevoegd" in plaats van "ingelast", en in het ontworpen lid onder punt 2° "beide" in plaats van "beiden".

.../...

Artikel 18

Het verdient aanbeveling de formule " ... treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt" te bezigen.

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit
Madame Mevrouw	M.-L. WILLOT-THOMAS,	président de chambre, kamervoorzitter,
Monsieur de Heer	P. LIÉNARDY,	conseillers d'Etat, staatsraden,
Madame Mevrouw	C. DEBROUX,	
Monsieur de Heer	F. DELPÉRÉE,	assesseur de la section de législation, assessor van de afdeling wetgeving,
Madame Mevrouw	B. VIGNERON,	greffier, griffier.

Les rapports ont été présentés par M. A. LEFEBVRE, auditeur. Les notes du Bureau de coordination ont été rédigées par Mme V. FRANCK, auditeur adjoint et M. Y. CHAUFFOUREAUX, référendaire adjoint et exposées par celui-ci.

De verslagen werden uitgebracht door de H. A. LEFEBVRE, auditeur. De nota's van het Coördinatiebureau werden opgesteld door Mevr. V. FRANCK, adjunct-auditeur en de H. Y. CHAUFFOUREAUX, adjunct-referendaris en toegelicht door laatstgenoemd.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN, président du Conseil d'Etat.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN, voorzitter van de Raad van State.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRÉSIDENT- DE VOORZITTER,

B. VIGNERON M.-L. WILLOT-THOMAS